

## Inauguration du Mât de la Fraternité

**Discours de Jean-Marc Ayrault,  
président de la FME**



**Nantes**

**18 avril 2026**

Monsieur l'ambassadeur du Bénin,  
Monsieur l'ambassadeur d'Haïti,  
Monsieur l'adjoint au maire, cher Thibaud GUINÉ,  
Cher Dieudonné BOUTRIN,  
Cher Pierre GUILLON DE PRINCÉ,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,

Alors que la France va célébrer cette année les 25 ans de la loi TAUBIRA, par laquelle elle est devenue le premier pays à avoir reconnu l'esclavage et la traite comme crime contre l'humanité, je suis particulièrement heureux d'être avec vous aujourd'hui pour partager ce moment exceptionnel de mémoire, de fraternité et d'avenir, l'inauguration du Mât de la Fraternité. C'est l'achèvement d'un projet que la Fondation pour la mémoire de l'esclavage a soutenu, et dont vous m'avez demandé d'être le parrain, cher Dieudonné BOUTRIN.

Ce moment, c'est d'abord le vôtre, à vous deux, cher Dieudonné, cher Pierre, car sans vous, sans votre engagement de chaque instant, sans votre résolution que rien n'a pu briser, jamais ce projet n'aurait pu arriver à bon port, puisque tout repose ici sur les métaphores maritimes.

Le voyage n'aura pas été un long fleuve tranquille. Il a fallu revoir les ambitions initiales, sensibiliser les décideurs, trouver des alliés jusqu'à l'étranger, lever les derniers obstacles, et je sais que, jusqu'à la dernière minute, il y a eu des déceptions, des coups de théâtre, mais aussi des petits miracles, des rencontres décisives, et vous êtes là aujourd'hui, avec nous, tous les deux, transformés par ce voyage que vous avez fait ensemble.

Je parle d'un voyage, mais je devrais plutôt parler de voyages au pluriel, car il y en a plusieurs dans cette aventure : un voyage historique, un voyage mémoriel, un voyage personnel, un voyage politique.

**Le premier voyage, c'est bien sûr le voyage historique des navires de la traite et du commerce colonial**, ces centaines de bateaux à voiles qui sont partis de Nantes entre 1707 et 1830 pour effectuer 1 750 expéditions de traite esclavagiste, et qui sont revenus chargés de tous ces produits coloniaux fruits du travail des esclaves qui sont encore aujourd'hui des éléments essentiels de notre quotidien : le sucre, le café, le coton...

Les noms de ces navires sont inscrits sur les pavés du mémorial de l'abolition, en face de nous sur l'autre rive. Ils nous racontent cette première mondialisation économique d'avant la machine à vapeur, d'avant le pétrole et l'électricité, et dont l'énergie était presque entièrement humaine, par le travail esclave.

Ce monde-là, avec ses grandes puissances en rivalité sur toutes les mers du globe, avec ses navires marchands escortés de navires de guerre, avec sa course aux matières premières, avec ses compagnies géantes plus puissantes que des Etats, ce monde-là, violent, injuste, divisé, n'est pas si éloigné du nôtre, et c'est le premier message de cette journée : elle nous dit que l'économie doit être au service de l'humain, et non l'inverse, et que, aujourd'hui comme hier, le monde a plus que jamais besoin de fraternité, de coopération et de paix.

Ce Mât en est le symbole et j'espère que, tout autour du monde, d'autres mâts s'érigeront, dans d'autres ports, dans d'autres hauts-lieux de cette histoire, en Europe, en Afrique, aux Amériques et dans l'Océan Indien, pour partager le même message d'espoir et d'humanité.

**Le deuxième voyage de cette aventure, c'est le voyage de la mémoire**, celui qui fait revivre le souvenir des victimes de cet effroyable système.

Privés de liberté, d'identité et de dignité, la plupart durant leur vie entière, ces femmes et ces hommes n'ont jamais été honorés de leur vivant. Ce Mât est pour elles, pour eux, pour reconnaître leurs existences, pour ne pas oublier leurs souffrances, pour célébrer leurs résistances.

Il s'ajoute à d'autres monuments, d'autres lieux de mémoire sur tout le territoire, comme le mémorial de l'abolition de Nantes, la sculpture Mémoire des esclavages à Brest, le mémorial Cap 110 en Martinique ou le cimetière des esclaves à Saint-Paul à La Réunion, et l'année prochaine le mémorial du Trocadéro à Paris.

Ce sera le premier mémorial construit par l'Etat pour rendre hommage aux 4 millions de victimes de l'esclavage colonial français. Mais il n'aurait jamais existé sans l'engagement de la société civile, tout comme ce Mât n'aurait pas été érigé sans votre engagement personnel, cher Dieudonné BOUTRIN, et cela dit quelque chose de ce qu'est la mémoire de l'esclavage : ce n'est pas une chose abstraite, c'est une matière vivante, une blessure

encore à vif pour beaucoup de nos concitoyens, qui attendent encore qu'elle soit vraiment reconnue, et qui le disent.

Dans les outre-mer, c'est la société civile mobilisée qui a imposé les journées de l'abolition, avant le vote de la loi de 1983 qui les a inscrits dans le calendrier républicain. En Hexagone, c'est l'appel d'Edouard GLISSANT, de Patrick CHAMOISEAU et de Wole SOYINKA [se prononce : CHO-IY-NKA] et c'est la marche du 23 mai 1998 qui ont préparé la loi TAUBIRA. Et aujourd'hui, c'est le travail que vous faites main dans la main entre descendants d'esclaves et descendants d'esclavagistes qui fait avancer le débat sur les réparations de l'esclavage dans nos sociétés.

**C'est le troisième voyage de cette aventure, ce voyage personnel que vous avez décidé de faire ensemble**, cher Dieudonné BOUTRIN, cher Pierre GUILLON DE PRINCÉ, en vous lançant dans ce dialogue de descendants, après d'autres dans d'autres pays. Vous ne le faites pas parce que l'un d'entre vous serait une victime et l'autre un bourreau, mais parce que, au-delà des histoires symboliquement liées de vos deux familles, vous vous êtes aussi reconnus Français, concitoyens et frères en humanité.

Je tiens à cet égard à saluer le courage qui est le vôtre, cher Pierre GUILLON DE PRINCÉ, pour oser affronter ainsi, debout, cette terrible réalité à laquelle vos ancêtres ont été directement mêlés.

Dans quelques instants, vous présenterez des excuses pour cet écrasant passé. C'était il y a des siècles et vous n'en êtes pas responsable, mais vous voulez nous faire comprendre que, pour réparer les conséquences persistantes de ce crime, nous sommes tous concernés, nous sommes tous responsables, car nous avons tous la capacité d'agir pour rendre notre monde plus juste.

En plantant ce Mât de la Fraternité, en posant ces gestes, en prononçant ces paroles, vous nous invitez à faire ce voyage avec vous, pour la liberté, pour l'égalité et pour la fraternité.

Votre chemin est personnel, mais **votre message est politique, c'est le quatrième voyage de cette aventure, et ce voyage-là, nous devons le faire ensemble.**

Car ce à quoi vous nous appelez, c'est à une démarche collective, globale et réfléchie, qui passe par des mots qui doivent être dits, mais aussi et peut-être surtout par des actes qui doivent être posés.

Ces mots, ce sont ceux de la loi TAUBIRA, votée à l'unanimité du Parlement il y a un quart de siècle. Je les redis : « *La République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part,*

*perpétrés à partir du xve siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité. »*

Depuis, aucune autre ancienne puissance coloniale n'a osé dire les choses aussi clairement, et cela donne à la France une responsabilité particulière, celle de faire partager cette reconnaissance à ses voisins européens qui ont avec elle cette histoire en commun, pour répondre à la demande légitime des pays et des populations qui en ont été victimes par le passé.

Le mois dernier aux Nations Unies, le monde s'est divisé autour du vote sur la résolution sur l'esclavage portée par le Ghana, selon les lignes anciennes de la colonisation – cette division est mortifère, et j'ai appelé le président de la République à renouer avec l'audace pionnière de la loi TAUBIRA pour dépasser la fracture délétère que le vote de New York a dessinée. Je me réjouis qu'il ait indiqué y être prêt la semaine dernière, lorsqu'il a rencontré le président ghanéen MAHAMA.

Deux occasions lui permettront d'ouvrir concrètement ce dialogue dès le mois prochain, lors du prochain sommet Afrique-France, les 11 et 12 mai à Nairobi, puis le 21 mai lors de la cérémonie qu'il présidera à l'Élysée pour les 25 ans de la loi TAUBIRA.

Cet anniversaire est une opportunité parfaite pour avancer car la première phase de cette démarche collective à conduire passe précisément par la reconnaissance. C'est pourquoi j'invite le président de la République à convier à cette cérémonie des pays d'Europe, d'Afrique et des Amériques ayant cette histoire en commun, afin de construire cette reconnaissance partagée dont nous avons besoin.

Il ne s'agit pas de hiérarchiser les crimes contre l'humanité, ni de s'autoflageller ou de s'enfermer dans le passé de façon névrotique. Il s'agit juste de **dire ce qui a été**, de **rendre hommage à ceux qui se sont opposés**, à l'époque, à ces crimes, et de **s'engager à en corriger les effets** persistants.

Les chantiers sont multiples.

Certains sont déjà ouverts : c'est le mouvement des restitutions, que la France a lancé en 2017 et qui a connu une avancée importante ces derniers jours avec le vote par l'Assemblée Nationale de la loi qui facilitera le retour des objets spoliés dans leurs pays d'origine.

D'autres commencent seulement : **je pense à Haïti**. Actuellement, une commission d'historiens français et haïtiens travaille sur les deux siècles de relations entre nos deux

pays, deux siècles marqués par l'impact ravageur de la rançon que la France a extorquée en 1825 à Haïti, pour prix de sa liberté.

Je forme le vœu que la remise de ce travail soit suivie de gestes forts de la part de la France en faveur du peuple haïtien, en réparation de ce qui reste comme l'une des plus grandes injustices de l'histoire ; et je souhaite que ce geste fasse exemple, qu'il permette l'ouverture **d'une conversation sincère entre le Nord et le Sud sur la question de la réparation** des conséquences de la colonisation et de l'esclavage dans les relations entre nos pays, pour qu'enfin ensemble nous puissions dépasser l'empreinte de ce passé.

**Je pense à cet autre héritage de l'esclavage colonial dans notre pays, le racisme anti-noir**, qu'on a vu ces dernières semaines déferler sur nos antennes et dans le débat public avec une violence effarante. Ces manifestations insupportables appellent une réaction ferme et résolue de la part de l'Etat et de toute la société. Ce combat devra se retrouver dans le prochain plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations sur l'origine que le gouvernement est en train de préparer.

**Je pense enfin à la situation dans les outre-mer.** Les populations de ces territoires y aspirent à un changement profond. Ces sociétés restent en effet marquées par les héritages économiques, sociaux, écologiques, que l'esclavage et la colonisation y ont laissés. Ces héritages soulèvent des questions très actuelles, sur la propriété du capital et de la terre, sur le modèle agricole de ces territoires, sur leurs relations avec l'hexagone ainsi qu'avec leurs voisins.

Ces questions ne pourront être résolues sans un retour sur le passé, sans une reconnaissance de son empreinte, sans un dialogue avec ceux qui, encore aujourd'hui, sont les héritiers de cette histoire, au sens propre du terme.

Mesdames et Messieurs,

Tous ces sujets que je viens d'énoncer sont des problèmes complexes. Ni une cérémonie, ni la création d'un nouveau lieu de mémoire ne permettront à elles seules de les résoudre. Il faudra pour cela accepter de mener des conversations longues et délicates, et prendre ensuite des décisions audacieuses, aux conséquences importantes.

Mais pour que nous osions emprunter ce chemin qui s'ouvre devant nous, le chemin de la réparation, il faut aussi que des voix s'élèvent pour dire que bouger est nécessaire, que des gestes prouvent que la réconciliation est possible, et que des mains se serrent pour le montrer.

C'est ce que vous nous montrez aujourd'hui, cher Dieudonné, cher Pierre, et nous sommes heureux de faire vivre avec vous, devant ce Mât, la fraternité qui doit tous nous réunir.

Je le dis, ici, à Nantes, car, lorsque je me suis présenté à la mairie en 1989, c'est ce que j'ai invité les Nantaises et les Nantais à faire, face à ce passé esclavagiste qui écrasait la ville autant qu'elle l'entravait : je les ai invités à la lucidité et à la reconnaissance, car face aux grandes blessures du passé, la vérité ne nous divise pas, elle nous libère et elle nous guide.

C'est elle qui nous aidera à construire, ensemble, un monde sans racisme, sans antisémitisme, sans discrimination.

Il est plus qu'urgent de s'en rappeler, et d'agir en conséquence.

Je vous remercie.